RCA LA CHEFFE DE LA MINUSCA, VALENTINE RUGWABIZA, PRÉSENTE SON PREMIER RAPPORT DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

minusca en action

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°95 – JUIN 2022

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

IMPLIQUER LA JEUNESSE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MINUSCA

MINUSCA | UN_CAR | UNMINUSCA | UNMINUSCA | UN_MINUSCA | MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

sommaire

04 **RCA** LA CHEFFE DE LA MINUSCA, VALENTINE RUGWABIZA, PRÉSENTE SON PREMIER RAPPORT DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

06 **JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT** IMPLIQUER LA JEUNESSE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

10 **EXPLOITATIONS ET ABUS SEXUELS** DE NOUVEAUX RÉSEAUX COMMUNAUTAIRES DE PRÉVENTION

14 DES BÂTIMENTS RÉHABILITÉS ET MEUBLES POUR UNE ASSOCIATION DE FEMMES

19 LES FEMMES LEADERS PRÊTES A VULGARISER LES RECOMMANDATIONS DU DIALOGUE RÉPUBLICAIN

20 LA MAIRIE DE ZANGADOU-MADABAZOUMA FAIT PEAU NEUVE

24 LES DÉTENUS DE LA MAISON D'ARRÊT DE PAOUA AGUERRIS AUX TECHNIQUES DE CULTURE MARAÎCHÈRE

28 LA MINUSCA SENSIBILISE LES ACTEURS DE LA JUSTICE INFORMELLE DE LA COMMUNE DE HERMAN BROUSSE SUR LEURS ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES

MINUSCA EN ACTION

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Biliaminou Alao, Cynthia Nasangwe Emmanuel Crispin Dembassa Kette
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefo, Leonel Grothe

MISE EN PAGE
Francis Yabendji-Yoga

MULTIMÉDIA & WEB
Igor Rugwiza, Dany Balepe

COMMUNITY MANAGER
Grace Mirleine Anselme Ngbaleo Mbileine

PRODUCTION
Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique - MINUSCA

MINUSCA EN ACTION
#95 - juin 2022

RCA LA CHEFFE DE LA MINUSCA, VALENTINE RUGWABIZA, PRÉSENTE SON PREMIER RAPPORT DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

22 juin 2022 - La persistance des violations du cessez-le-feu en République centrafricaine inquiète la Représentante spéciale du Secrétaire général dans ce pays, Valentine Rugwabiza, qui s'est exprimée ce mercredi devant le Conseil de sécurité. « Les parties poursuivent leurs opérations et leurs actes de belligérance », a-t-elle affirmé.

La Représentante spéciale s'est aussi inquiétée devant le Conseil d'une « stigmatisation » persistante et d'une incitation publique à la violence contre des chefs d'opposition ou certains partenaires de la République centrafricaine. Des comportements de nature à saper le processus de réconciliation nationale, et qui risquent de se traduire en actes de violence, a-t-elle prévenu.

Celle qui dirige depuis le mois de février la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a expliqué que la cessation des hostilités sur toute l'étendue du territoire centrafricain restait à la fois un objectif immédiat et un gage de crédibilité de la « feuille de route conjointe ».

Mme Rugwabiza a fait savoir que depuis son arrivée à la tête de la MINUSCA, la Mission avait réajusté ses prérogatives, privilégiant désormais une approche « préventive » et « centrée sur les populations civiles ». Cet ajustement conditionne notamment la création et le maintien d'un environnement sécuritaire propice au déroulement du processus de paix, y compris par le respect du cessez-le-feu et la restauration intégrale de l'autorité et des services de l'État, a-t-elle précisé.

En outre, malgré la crise du carburant, qui l'affecte, la MINUSCA planifie, pour exécution immédiate, des opérations en réponse aux groupes armés, « qui profitent du contexte de crise pour un repositionnement tactique ».

Le 4 juin, « tournant décisif » dans la mise en oeuvre de la feuille de route conjointe

La Représentante spéciale a déclaré que la tenue de la réunion de revue stratégique du processus politique devrait faire du 4 juin « une date de référence » et « un tournant décisif », tant elle a enregistré une participation de haut niveau dans la mise en œuvre de la « feuille de route conjointe », avec la présence, entre autres, du Chef de l'État, des Ministres des affaires étrangères de l'Angola et du Rwanda, des garants et facilitateurs de l'Accord politique pour la paix et la

UN Photo/Loey Felipe : Valentine Rugwabiza, Représentante spéciale du Secrétaire général et chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, informe le Conseil de sécurité de la situation dans le pays.

réconciliation du 6 février 2019, ainsi que de partenaires internationaux.

Elle s'est réjouie que cette revue stratégique ait atteint tous les objectifs assignés, notamment la remobilisation des acteurs de la région, la création des conditions indispensables au réengagement des partenaires internationaux autour de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, ainsi que la décision des autorités centrafricaines de convoquer tous les trois mois, à compter du 4 juin, une « plateforme permanente de revue stratégique du processus politique ».

Promouvoir l'élargissement de l'espace démocratique

Saluant la décision du Président de la République centrafricaine de s'impliquer directement dans les engagements politiques avec les leaders des groupes armés, Mme Rugwabiza a invité le gouvernement à mettre en œuvre les 217 recommandations du dialogue républicain afin de promouvoir l'élargissement de l'espace démocratique.

« La MINUSCA accroîtra son soutien et sa coopération avec le gouvernement aussi longtemps que prendra le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité en Centrafrique », a-t-elle assuré.

Source : https://news.un.org/fr/story/2022/06/1122312

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT, LA JEUNESSE A L'HONNEUR

La Journée mondiale de l'environnement, célébrée le 06 juin de chaque année a été marquée à Bangui par un atelier de dessin et peinture à l'intention des enfants de la fondation « La voix du cœur de Bangui » ; La simulation d'une session de l'Assemblée générale de l'ONU sur la question du changement climatique a été organisée au lycée Pie 12. Organisées par la MINUSCA les 09 et 15 juin 2022, ces activités avaient pour but d'éveiller l'intérêt des enfants et des adultes pour la protection de la planète et de l'environnement.

Par Cynthia NASANGWE

Salomé Mandjikete, élève du Lycée Pie XII de Bangui, donne son avis suite à la simulation d'une Assemblée Générale de l'ONU.

DES ENFANTS REPRODUISENT LEURS VISIONS DE L'ENVIRONNEMENT

Ils étaient une trentaine d'enfants, âgés de 8 à 13 ans, à avoir participé, le 09 juin à Bangui, à un atelier de dessin et de peinture organisé à leur intention par l'Unité Environnement de la MINUSCA. A travers leurs représentations de la nature, il s'est agi pour ces enfants, issus, tous, de la Fondation Voix du Cœur de Bangui, d'éveiller l'intérêt de leurs semblables, mais aussi des adultes pour la protection de la planète et de l'environnement en s'appuyant sur la thématique : « Une Seule Terre », avec un accent sur « Vivre de manière durable en harmonie avec la nature ».

La cheffe de l'Unité environnement de la MINUSCA a indiqué à cette occasion que la protection de l'environnement concerne toutes les couches de la population et que : « cette activité permet aux enfants, en cette Journée spéciale, d'exprimer leur vision de la protection de l'Environnement. » Sahon Flan a ajouté que « Cela nous a permis de voir leur vision et compréhension de l'environnement », avant de rappeler que « l'image parle mieux que les mots».

Les dessins et peintures réalisés par les enfants pourrons être utilisés pour les futurs campagnes de sensibilisation comme l'a indiqué la cheffe de l'Unité Environnement.

IMPLIQUER LA JEUNESSE DANS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le 15 juin 022, c'était autour d'une trentaine d'élève du Lycée Pie XII de se prêter à un exercice de simulation d'une session de l'essemblée générale de l'ONU, organisé toujours par la même Unité, pour susciter leur intérêt autour de la thématique du changement climatique.

Des enfants de la Fondation Voix du cœur de Bangui lors d'un atelier de peinture et de dessin sur le thème « Une seule terre: vivre de manière durable en harmonie avec la nature »

Les élèves assises sur des bancs de la salle de spectacle de leur lycée ont suivi les instructions d'un membre du personnel de la MINUSCA pour la simulation d'une session de l'Assemblée générale des Nations Unies, avec beaucoup de curiosité et intérêt.

L'exercice a commencé après que chaque élève ait pioché le pays qu'elle va représenter. Au fil du temps, la classe s'anime, les élèves échangent entre elles avant de présenter devant leurs camarades les conclusions de leurs débats sous l'œil fier de leurs éducateurs et du personnel de la MINUSCA

Pour Flan Sahon, l'activité a été un vrai succès. « Cette activité consistait à susciter la réflexion des élèves autour de la lutte contre le changement climatique. Donc, il s'agit pour les élèves de voir comment fonctionne l'Assemblée générale, comment les résolutions sont adoptées et amendées. Elles ont un peu représenté les différents pays et ont défendu les amendements qui étaient proposés ».

Le censeur de ce lycée, Albert Yamtiga, s'est réjoui du choix de son établissement pour cet exercice et a demandé à la MINUSCA d'étendre l'initiative à d'autres écoles afin de conscientiser la jeunesse sur la protection de l'environnement. « C'est un exercice très intéressant. Ça montre au moins à l'élève comment fonctionne l'Assemblée générale des Nations Unies », a-t-il déclaré.

Pour les élèves qui ont participé à la simulation ce fut une riche expérience comme l'indique Guipi Leslie Bnigia : « C'est en tout cas une première pour moi d'assister à un exercice écologique de telle sorte et ça été très bénéfique pour moi ; j'ai aimé. J'ai vraiment beaucoup appris et ça m'a poussé à pouvoir sensibiliser les gens autour de moi ».

Même son de cloche pour Salomé Mandjikete, élève du même lycée. « On s'est retrouvés avec les autres pour discuter sur des clauses qu'on devait modifier, supprimer ou bien garder. C'était vraiment excellent, j'ai adoré », a-t-elle déclaré.

Cette initiative fait partie de la série d'activités prévues dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement. En plus de ces activités en faveur de la jeunesse, dans les provinces, des arbres ont été plantés par les membres du personnel de la MINUSCA notamment à Bangassou et à Bouar.

Une vue des participants et membres du réseaux communautaires de prévention et de réponse aux exploitations et abus sexuels.

EXPLOITATIONS ET ABUS SEXUELS

DE NOUVEAUX RÉSEAUX COMMUNAUTAIRES DE PRÉVENTION

Les réseaux communautaires de prévention et de réponse (RCPR) aux exploitations et abus sexuels (EAS) impliquant le personnel de l'ONU ont été formés et outillés pour mieux prévenir et lutter contre ces fléaux. Les professionnels des médias centrafricains ont eux aussi été sensibilisés, le 08 juin 2022, pour leur implication.

Par Emmannuel Crispin Dembassa-Kette

La session pour les réseaux communautaires avait pour but de définir avec eux, un mécanisme de réponse à travers une stratégie participative afin de lutter efficacement contre les actes d'exploitation et d'abus sexuels impliquant le personnel des Nations Unies en République centrafricaine (RCA).

75 représentants de ces réseaux, venant de 25 localités du pays ont participé à la session de renforcement de capacité à Bangui. Ils ont reçu à la fin, des téléphones et des motos, mis à disposition par la MINUSCA afin de faciliter leur travail sur le terrain.

Les membres de ces réseaux ont saisi cette occasion pour formuler des recommandations, afin d'optimiser la lutte contre ce fléau ; entre autres, la sensibilisation de masse et de proximité dans les communautés ou encore l'intensification des formations à l'intention des membres du personnel de la MINUSCA.

En réponse, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, Mme Valentine Rugwabiza, qui a co-présidé la clôture, a mis l'accent sur la prévention et la fermeté. " En travaillant ensemble, nous pouvons arriver à éviter de tels abus (…) Le Secrétaire général de l'ONU a une tolérance zéro, j'ai personnellement une tolérance zéro et je pourrais être amenée à prendre des mesures extrêmes, mais l'idéal est de travailler à une prévention ", a-t-elle dit.

Quant à Viviane Ngene, vice-présidente du réseau des femmes de la Mambere-Kadei, elle souligne le bénéfice de cette session et les actions à mener après. " Cette formation a renforcé nos capacités. Nous irons dans nos localités restituer à nos collègues ce que nous avons appris ici. Nous irons sensibiliser et informer parce que nous ne sommes pas la police ou la gendarmerie", a-t-elle promis.

Par ailleurs, une centaine de journalistes de Bangui et de certaines préfectures du pays ont participé aussi à une autre sensibilisation sur la même problématique et pour le même objectif.

Selon Adama Ndao, cheffe de l'Equipe de Conduite et Discipline de la MINUSCA, l'initiative « s'inscrit dans la vision de la nouvelle Représentante spéciale qui voudrait que la tolérance zéro soit une réalité en Centrafrique ». Elle a invité la presse à « partager les informations » afin de permettre à la Mission de les analyser et d'y répondre.

Message bien accueilli par les participants, à l'instar de Vivien de Capistran Valet, du Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme (RJDH), qui a relevé que les journalistes ont été « outillés sur les différents cas d'abus, comment communiquer autour de ce sujet, comment alerter, quel est le circuit de référencement, comment diffuser une information et protéger les victimes, etc ».

Il convient de rappeler que la Section Conduite et discipline de la MINUSCA a, entre autres, pour mission de « recevoir, évaluer et rapporter les allégations de fautes graves, assurant par la suite la liaison avec les entités d'enquêtes appropriées, le Département des Opérations de Paix, les états membres et autres agences onusiennes, gouvernementales et non-gouvernementales ».

La Section Conduite et discipline de la MINUSCA organise régulièrement à Bangui et dans les préfectures des formations et des sensibilisations sur les actes d'exploitation et d'abus sexuels impliquant les Casques bleus.

1 - Une vue des participants à la session de renforcement de capacités à Bangui.

2 - Marguerite Ramadan, ministre de la Promotion féminine, de la famille, de la Protection de la Femme et de l'Enfant, et Adama Ndao, cheffe de la Section Conduite et Discipline de la MINUSCA devant la presse.

DES BÂTIMENTS RÉHABILITÉS ET MEUBLÉS POUR UNE ASSOCIATION DE FEMMES

Deux bâtiments réhabilités, meublés et équipés ont été remis à l'Organisation de la femme centrafricaine (OFCA) le 21 juin 2022. Ces bâtiments et le matériel livrés par la MINUSCA dans le cadre des projets à impact rapide, vont servir à des formations pour les femmes.

Par Emmanuel Crispin Dembassa-Kette

Remise officielle, par Marguerite Ramadan, Ministre de la Promotion féminine, de la famille, de la Protection de la Femme et de l'Enfant, des locaux du siège de l'Organisation de la femme centrafricaine (OFCA), à Bangui.

Une vue des officiels dans la nouvelle la salle de formation équipée d'ordinateurs...

... de machines à coudre, d'appareils électroménagers et des ustensiles de cuisine

Il s'agit de deux bâtiments qui servaient de salle de réunion et de salle de formation et qui était étaient désaffectées depuis des années. La salle de réunion est désormais meublée et la salle de formation équipée d'ordinateurs, de machines à coudre, d'appareils électroménagers et d'ustensiles de cuisine, pour permettre aux femmes d'organiser des formations diverses. Elles vont être immédiatement fonctionnelles comme avant, selon les initiateurs du projet.

« Maintenant, nous allons rouvrir les différentes filaires de formations : hôtellerie, couture, informatique et autres à l'intention des femmes et filles désœuvrées et vulnérables », a déclaré à l'occasion la présidente Nationale de l'OFCA, Anne Yindoua.

Les locaux de l'OFCA qui viennent d'être réhabilités avaient été pillés et saccagés en 2013. Ce qui fait que « l'OFCA n'avait plus de locaux pour mener ses activités parce que tous les bâtiments étaient tombés en ruine », comme l'a souligné la ministre de la Promotion féminine, de la famille, de la Protection de la Femme et de l'Enfant, Marguerite Ramadane qui présidait cette remise officielle.

Pour tenir ces réunions et organiser ces diverses activités, l'OFCA s'était mise en collocation avec une autre organisation dans des locaux au stade 20 000 places de Bangui. La ministre s'est dit fière de recevoir les bâtiments réhabilites et a remercié la MINUSCA pour cet appui.

Les femmes venues nombreuses de plusieurs arrondissements de Bangui pour la circonstance ont apprécié cet acte qui leur permet de disposer à nouveau de locaux décents pour leurs activités.

« Je suis vraiment contente ; ces nouveaux bâtiments vont servir à former les filles démunies, les filles-mères », a affirmé Victoire Waka, membre de l'organisation, ajoutant que : « Bientôt les avis d'inscriptions aux formations seront lancés ; je demande aux femmes et aux filles qui veulent apprendre, de venir apprendre des métiers ici. Parce que les filles et les femmes doivent être autonomes ».

Même enthousiasme pour Tatiana Ngosso, étudiante. « Je viendrais m'inscrire ici pour des formations pour préparer mon avenir. J'appelle les filles à venir s'inscrire massivement et gratuitement », a-t-elle dit.

La réhabilitation a été réalisée par l'ONG organisation des mamans centrafricaines pour le développement (OMCD), sur financement de la MINUSCA, à hauteur d'environ 27 millions de FCFA.

Cette initiative « est un projet des femmes que nous avons appuyé financièrement et nous serons heureux d'accompagner l'OFCA à travers le pays que ce soit par un appui financier, technique ou autre », a affirmé Hanan Talbi, qui avait représenté la cheffe adjointe de la MINUSCA, avant d'ajouter que « la question du genre, de l'intégration de la femme est primordiale parce que sans la femme, il n'aura pas de stabilité ».

Créée en 1964, L'OFCA est présente dans toutes les préfectures de la RCA. Son but est de promouvoir l'émancipation de la Femme, notamment, à travers des formations débouchant sur des métiers.

Vue des officiels lors de l'aelier d'appropriation des recommandations du Dialogue républicain par les femmes leaders

LES FEMMES LEADERS PRÊTES À VULGARISER LES RECOMMANDATIONS DU DIALOGUE RÉPUBLICAIN

Une quarantaine de femmes leaders centrafricaines ont pris part à une rencontre organisée les 15 et 16 juin 2022 par la Coordination des femmes « Paix et Sécurité » avec l'appui de la MINUSCA sur la stratégie de mise en œuvre et du suivi des recommandations du Dialogue républicain qui s'est tenu à Bangui du 21 au 27 mars 2022. A l'issue de la rencontre, les participantes se disent désormais prêtes à vulgariser les points forts de ce Dialogue dans leurs organisations respectives.

Par Grace Ngbaleo

Permettre aux femmes leaders de déterminer des stratégies innovantes pour contribuer à la mise en œuvre et au suivi des recommandations du Dialogue républicain, tel est l'objectif de l'atelier d'appropriation des recommandations du Dialogue.

« Les femmes centrafricaines ont un rôle actif à jouer. Il leur appartient désormais de poursuivre ce rôle moteur en renforçant le suivi de la mise en œuvre des recommandations du Dialogue républicain », a indiqué la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, Mme Lizbeth Cullity, qui assistait à l'ouverture des travaux.

Pour la ministre de la Promotion du Genre, de la Protection de la femme, de la famille et de l'enfant, Mme Marguerite Ramadan, cet atelier permettra de réfléchir sur l'importance de la communication de la femme en vue de promouvoir la paix.

Une des participantes, Rita Adeline Féikéré, par ailleurs secrétaire générale de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), souligne quant à elle l'importance de cette rencontre et des actions à mener : « Il est important que nous les femmes puissions nous approprier d'abord de ces recommandations [du Dialogue républicain] et chercher la stratégie à mettre en place afin de pouvoir les vulgariser ».

Une autre participante, Francine Evodie Ndemadé, coordonnatrice de la Plateforme des associations des victimes, s'est également dit prête pour la vulgarisation des acquis du Dialogue républicain : « Nous allons informer et expliquer les recommandations issues de ce Dialogue à la population. Elles constituent une feuille de route, si jamais elles sont respectées, on va retrouver la paix ».

Dans l'ensemble, les participantes ont souhaité que les femmes soient davantage impliquées dans la mise en place du comité de suivi du Dialogue républicain afin d'atteindre les objectifs de paix.

L'initiative s'inscrit dans le cadre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU, laquelle encourage la participation des femmes au processus de paix.

Le Dialogue républicain qui s'est tenu à Bangui du 21 au 27 mars 2022 dans le but d'aboutir à la paix et à la réconciliation en République centrafricaine a accouché de plus de 600 recommandations.

LA MAIRIE DE ZANGADOU-MADABAZOUMA FAIT PEAU NEUVE

Les autorités locales de Bangassou dans le Mbomou, à l'Est de la République centrafricaine ont réceptionné un nouveau bâtiment abritant la mairie de Zangadou-Madabazouma, le 21 juin 2022. L'édifice a été réhabilité par la MINUSCA pour plus de 15 de Millions francs CFA, dans le cadre de ses projets à impact rapide. Depuis sa construction en 1988, soit 34 ans, la mairie de Zangadou-Madabazouma n'a jamais été rénové et est devenu au fil du temps, désaffectée, rendant difficile voire impossible, l'accès des populations à certains services publics.

Par Maelaine Annette Malebingui

Des témoignages recueillis auprès de la population de cette commune située à 45 kilomètres de Bangassou indiquent qu'il était difficile, voire impossible d'avoir accès aux documents administratifs comme la délivrance et la légalisation des actes de naissance, du fait de l'absence d'une mairie digne de ce nom.

Les mariages ne pouvaient pas être célébrés dans de bonnes conditions. Les autorités locales et les notables, n'avaient pas un bon cadre pour tenir leurs réunions et rencontres officielles. De ce fait, les usagers devaient se rendre à Bangassou en cas de besoin.

Pour eux, la réhabilitation du bâtiment par la MINUSCA qui s'inscrit dans le cadre de son mandat relatif à l'instauration et extension de l'autorité de l'Etat, vient donc à point nommé solutionner ces problèmes auxquels ils faisaient face depuis longtemps. Ils peuvent désormais accéder surplace aux services municipaux.

Même constat pour les autorités locales. Selon Pierrette BENGUERE, préfet de Mbomou, le nouveau bâtiment permettra aux autorités communales de travailler dans de bonnes conditions et offrira un cadre idoine pour l'établissement des actes de naissance ainsi que la célébration des mariages.

De son côté, François Barashingwa, représentant le Chef du uureau de la MINUSCA à Bangassou a appelé la population bénéficiaire à l'entretien de l'ouvrage afin d'en assurer sa pérennisation.

Le projet de réhabilitation du bâtiment de l'hôtel de ville de Zangadou-Madabazouma a été lancé le 16 mars 2022. Il fait suite à d'autres projets à impact rapide réalisés dans la même préfecture à savoir la gendarmerie de Rafai et le palais de justice de Bangassou qui ont été équipés en matériels, de même que la construction d'un bâtiment administratif de 12 bureaux pour les fonctionnaires du Mbomou inauguré le 15 avril 2022.

Le nouveau bâtiment de la mairie de Zangadou-Madabazoumaréhabilité par la MINUSCA dans le cadre de ses projets à impact rapides.

Photo de famille des autorités locales lors de la réception du nouveau bâtiment de la mairie de Zangadou-Madabazouma

DEPUIS 2014, LA MINUSCA A MIS EN OEUVRE PLUS DE 676 PROJETS À IMPACT RAPIDE(QIP).

Un projet à impact rapide est une initiative planifiée et réalisée comme réponse aux besoins de la population centrafricaine.

Les QIPs mis en œuvre permettent d'atteindre les objectifs prioritaires poursuivis par la MINUSCA qui sont de répondre aux besoins immédiats des communautés locales et de leur offrir des bénéfices concrèts et des dividendes de paix. Ils permettent de renforcer la collaboration et la confiance avec la population centrafricaine, de contribuer à faciliter l'appui au processus de paix et de contribuer au renforcement du mandat de la MINUSCA.

Pour l'année budgétaire 2022/23, la MINUSCA a prévu de réaliser 100 projets pour un cout total de 3 millions de dollars soit environ 2 milliards de FCFA pour 60 projets pour la promotion du dialogue, la réconciliation et la cohésion sociale, 20 projets dans le cadre d'appui à la restauration de l'autorité de l'Etat et 20 projets pour la protection des civils.

Les projets à impact rapide ont contribué au mandat de la MINUSCA dans le cadre de la restauration, du redéploiement des services d'administration publique, des services de sécurité (police et gendarmerie), des services judiciaires et pénitentiaires.

UN QIPS EST :

Un projet à petite échelle et aux coûts bas (l'équivalent de $50.000 en FCFA). c'est un projet planifié et exécuté pour une courte période ne dépassant pas six (6) mois et par nature non récurrent, projet conçu à la demande de la population et dans leur intérêt , un projet n'ayant pas des contraintes additionnelles à la vulnérabilité des bénéficiaires, et qui n'ajoute pas des surcoûts matériels et financiers au-delà des capacités locales (ex : le salaire du personnel, le loyer des bureaux, les frais scolaires, la consommation d'eau/électricité, etc.), projet réalisé en consultation avec les agences des Nations Unies pour non-duplication avec les activités de l'Equipe-Pays de Nations Unies et autres partenaires financiers.

Le projet est sélectionné de manière impartiale et transparente, et ne bénéficie pas à un immeuble ou un terrain privé, commercial ou confessionnel.

LES DÉTENUS DE LA MAISON D'ARRÊT DE PAOUA AGUERRIS AUX TECHNIQUES DE CULTURE MARAICHÈRE

Trois mois après le lancement du projet de création d'un jardin potager, le 1er avril 2022, et de formation des détenus aux techniques de culture maraîchère à la maison d'arrêt et de correction de Paoua par la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSCA, cette initiative commence à porter ses fruits.

Par Cyrille Kourandhaut

Une vue du jardin potager des détenus de la maison centrale initié afin d'améliorer la quantité et la qualité leur alimentation et aussi leur permettant d'avoir une formation en techniques de cultures maraichère en vue de leur réinsertion sociale.

Financé à hauteur de près de 11 Millions de FCFA, la création d'un jardin potager et la formation des détenus de la maison centrale avait pour objectif d'améliorer en quantité et en qualité leur alimentation et de leur offrir une formation en techniques de cultures maraichère en vue de leur réinsertion sociale.

Depuis le mois de juin, les conditions de la détention se sont nettement améliorées. L'encadrement des prisonniers au cours du projet a été assuré par le centre d'apprentissage pour adulte de Paoua, qui a organisé les séances en petite unité de 4-5 personnes par activités. Parmi les activités proposées aux détenus, on peut citer, le binage, le sarclage, le repiquage, le semis et l'arrosage.

Selekon Laguere est le délégué des prisonniers à la Maison d'Arrêt de Paoua ; ces activités leur ont permis de vaincre l'oisiveté : « Avant nous souffrions à l'intérieur des cellules. La MINUSCA a amené le projet de jardin potager qui nous permet de sortir travailler. Ce travail nous donne la possibilité de soutenir nos femmes et enfants qui souffrent à la maison. Vraiment nous remercions la MINUSCA pour ce qu'elle nous fait. Nous avons appris les techniques de culture maraîchère ».

Le délégué des détenus en a profité pour demander d'être soutenu pour leur réinsertion sociale après leur incarcération : « Nous demandons à la MINUSCA de nous fournir des kits pour qu'après la prison, nous puissions nous occuper avec. Cela nous permettra d'abandonner nos anciens comportements qui nous ont fait venir à la maison d'arrêt de Paoua ».

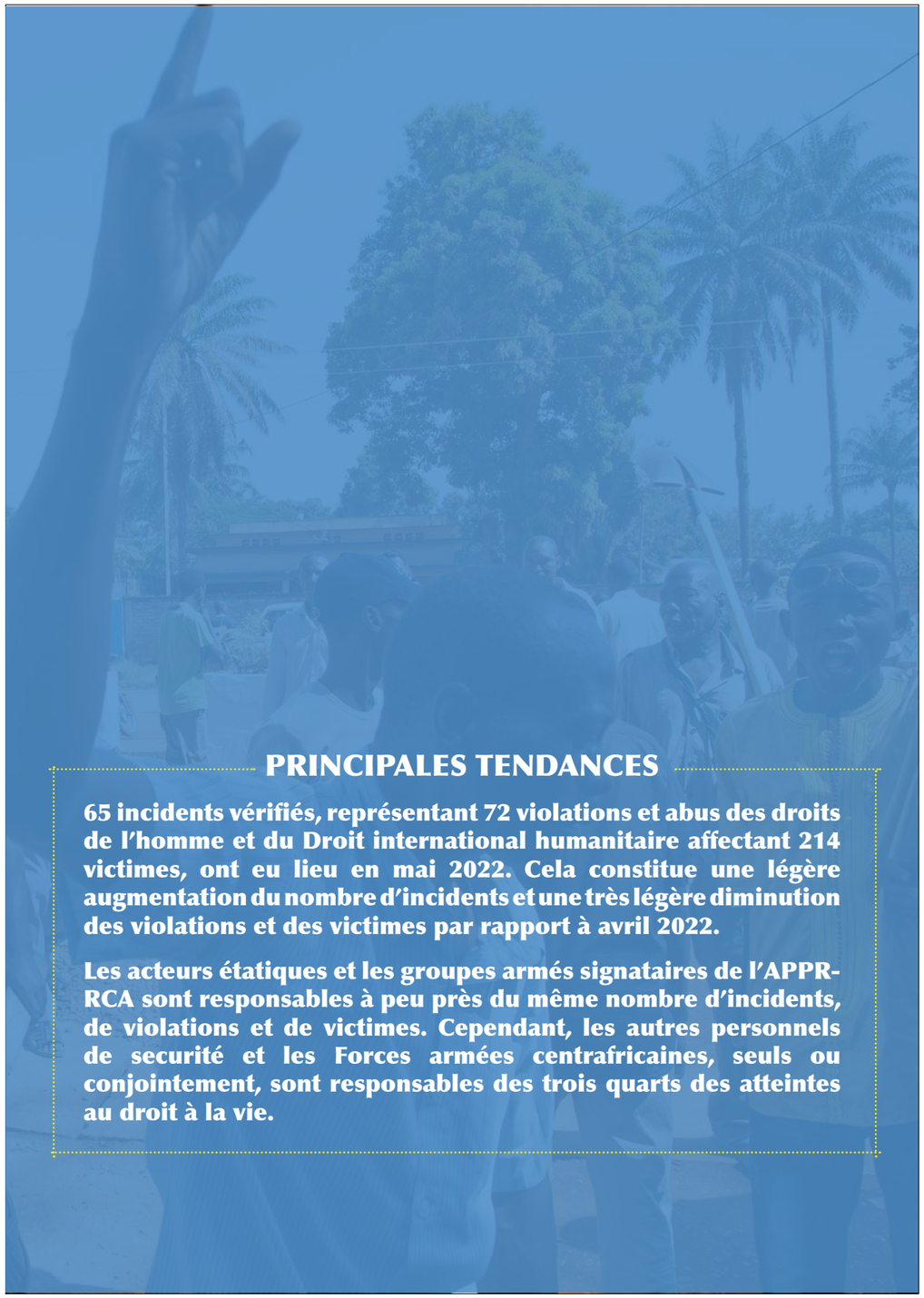
Pour l'administrateur Pénitentiaire Intendant de la Maison d'Arrêt de Paoua, Yohoroum Martinien-Elvis, ce projet rend moins difficile le travail et permet aux détenus de se prendre en charge. « Le projet du jardinage qui a été initié à la maison de correction de Paoua, est un bon projet qui a permis premièrement de prendre en charge sur le plan alimentaire les détenus. Il permet aussi aux détenus de se prendre en charge parce que le projet leur donne beaucoup de choses sur le plan formation. Et voilà actuellement les détenus sont très satisfaits de ce projet. Nous souhaitons à ce que le projet aille de l'avant », indique-t-il.

Ce projet a aussi permis aux stagiaires de mieux approfondir leur connaissances. « Le projet nous apporte, à nous stagiaires, un plus. Ledit projet permet de compléter notre formation reçue sur les bancs de l'école. Nous avons donc essayé de mettre en exergue ce que nous avons appris », indique Kada-Packiorot Eugène Dieu-Bénit Stagiaire pénitentiaire à la Maison d'Arrêt de Paoua.

La communauté de Paoua continue de bénéficier des produits bio vendus sur le marché local, augmentant aussi l'offre en quantité et qualité des légumes frais.

Le 30 juin 2022, prendra fin le projet de création de jardin potager et de formation des détenus de la maison d'arrêt, aux techniques de culture maraîchère. Quelle sera la vie après la prison ? C'est la question que se posent les détenus ayant participé à cette initiative.

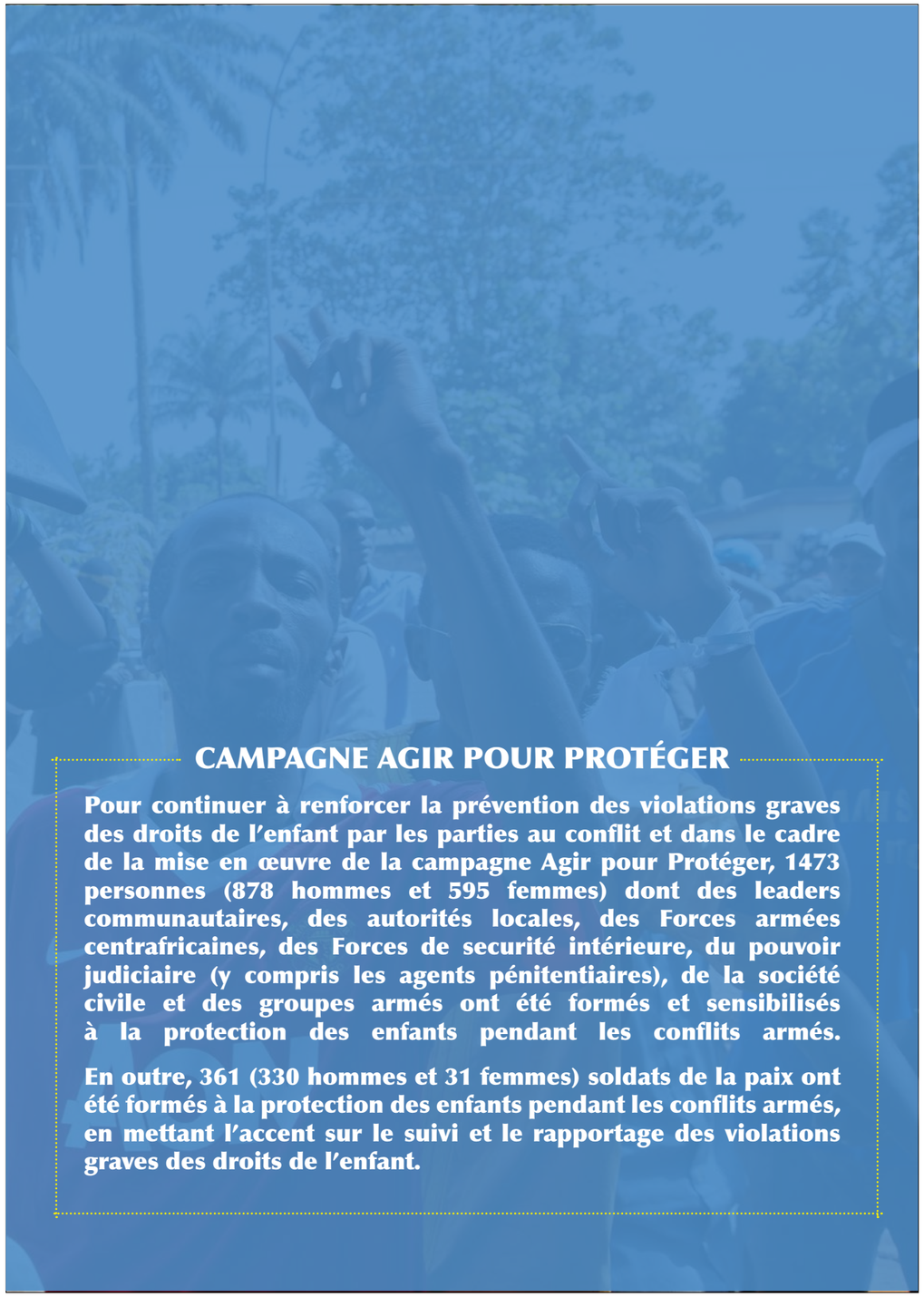
DIVISION DES DROITS L'HOMME RAPPORT DU MOIS DE MAI 2022



PRINCIPALES TENDANCES

65 incidents vérifiés, représentant 72 violations et abus des droits de l'homme et du Droit international humanitaire affectant 214 victimes, ont eu lieu en mai 2022. Cela constitue une légère augmentation du nombre d'incidents et une très légère diminution des violations et des victimes par rapport à avril 2022.

Les acteurs étatiques et les groupes armés signataires de l'APPR-RCA sont responsables à peu près du même nombre d'incidents, de violations et de victimes. Cependant, les autres personnels de securité et les Forces armées centrafricaines, seuls ou conjointement, sont responsables des trois quarts des atteintes au droit à la vie.



CAMPAGNE AGIR POUR PROTÉGER

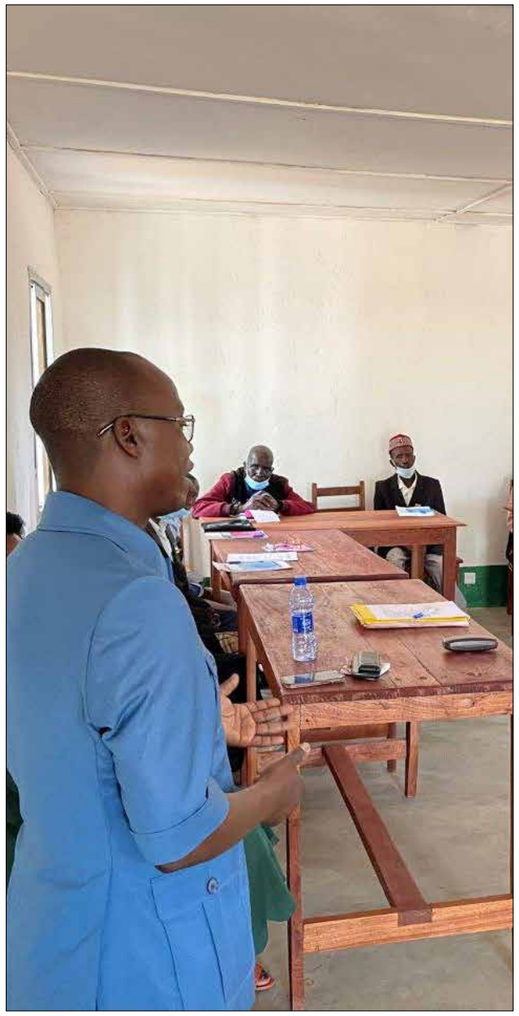
Pour continuer à renforcer la prévention des violations graves des droits de l'enfant par les parties au conflit et dans le cadre de la mise en œuvre de la campagne Agir pour Protéger, 1473 personnes (878 hommes et 595 femmes) dont des leaders communautaires, des autorités locales, des Forces armées centrafricaines, des Forces de securité intérieure, du pouvoir judiciaire (y compris les agents pénitentiaires), de la société civile et des groupes armés ont été formés et sensibilisés à la protection des enfants pendant les conflits armés.

En outre, 361 (330 hommes et 31 femmes) soldats de la paix ont été formés à la protection des enfants pendant les conflits armés, en mettant l'accent sur le suivi et le rapportage des violations graves des droits de l'enfant.

LA MINUSCA SENSIBILISE LES ACTEURS DE LA JUSTICE INFORMELLE DE LA COMMUNE DE HERMAN BROUSSE SUR LEURS ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES

Après Bouar, Baoro, Baboua, Cantonnier, Gallo, la MINUSCA renforce les capacités des acteurs de la justice informelle de la commune de Herman Brousse sur leurs attributions judiciaires.

Par Dramane Daravé



L'Unité Justice de la MINUSCA, secteur Ouest a organisé, du 23 au 24 juin 2022, un atelier de sensibilisation des acteurs de la justice informelle sur leurs attributions judiciaires.

Au nombre de 17 personnes dont une femme, les participants à cette session de sensibilisation étaient constitués de chefs de quartier et de village de la commune de Hermann Brousse à Bouar.

Selon Christine Kankindi, officier des affaires judiciaires à la MINUSCA à Bouar, « cette session de sensibilisation répond à un constat lié au fait que les acteurs de la justice informelle que sont les chefs de village et de quartier avaient tendance à transgresser les limites de leurs responsabilités, allant parfois jusqu'à trancher dans des affaires pénales ». Et d'ajouter que cette session de sensibilisation est l'occasion de « sensibiliser les acteurs de la justice informelles sur leurs attributions judicaires, et renforcer la collaboration avec les acteurs de la justice formelle que sont les officiers de police judicaire, les magistrats, les greffiers etc ».

Consulté en marge de cette session de sensibilisation, Goffi Pascal, chef du village Galilée « se réjouit de l'opportunité qui lui est offerte d'acquérir plus de connaissance sur les lois de la République centrafricaine et s'engage à utiliser pleinement ces nouvelles connaissances dans l'exercice de ses fonctions de chef de village en vue d'améliorer la collaboration avec les acteurs de la justice formelle ».

Prévue sur deux jours, cette sensibilisation couvre des thématiques variées dont les compétences des acteurs des justices formelle et informelle en République centrafricaine ; les bonnes pratiques des acteurs en matière de procédure de la justice informelle ; l'éthique et la déontologie de acteurs de la justice, le mandat de la MINUSCA en matière de justice.

Goffi Pascal, chef du village Galilée, lors atelier de sensibilisation des acteurs de la justice informelle sur leurs attributions judiciaires.

La session de sensibilisation s'est terminée par une remise de matériel bureautique aux acteurs de la justice informelle pour les aider à mieux remplir leurs fonctions judiciaires dans de meilleures conditions.

TOUT SAVOIR SUR LA MINUSCA

minusca.unmissions.org

MINUSCA

Scannez et découvrez